Un constat de base : l'eau est une ressource rare et fragile

elle n'est pas inépuisable

il faut la protéger et bien la gérer afin de répondre aux objectifs d'un développement durable

Organisation de la gestion de l'eau en France

Ministère de l'Environnement

Direction de l'Eau

Rôle d'incitation financière

11 Comités de Bassin

6 Agences de l'Eau

Planification

Comités de Bassin

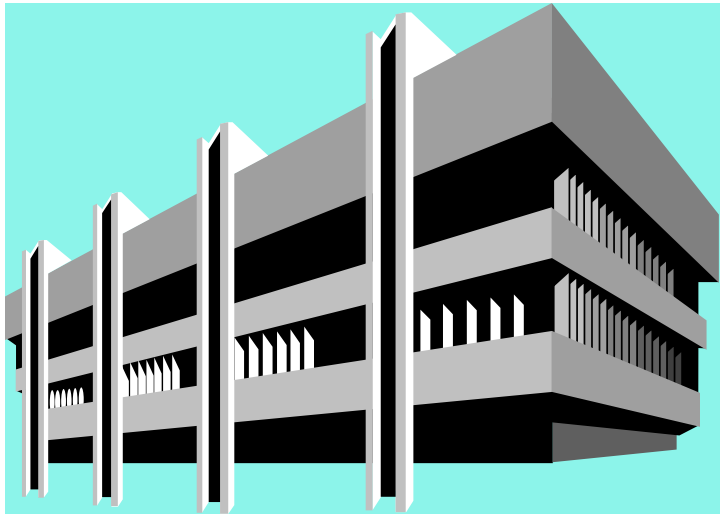
Rôle réglementaire

6 Directions Régionales de l'Environnement de Bassin

Police des Eaux départementales

USAGERS

Le ministère de l'environnement



- Application des lois et règlements
- Finalités et objectifs de la politique nationale en matière d'eau
- Police des eaux
- Information

La gestion de l'eau en France

La loi sur l'eau de 1964

une approche par bassins versants géographiques

une organisation institutionnelle originale et décentralisée

la création d'un outil économique (les agences de l'eau) fondé sur des redevances payées par les usagers de l'eau

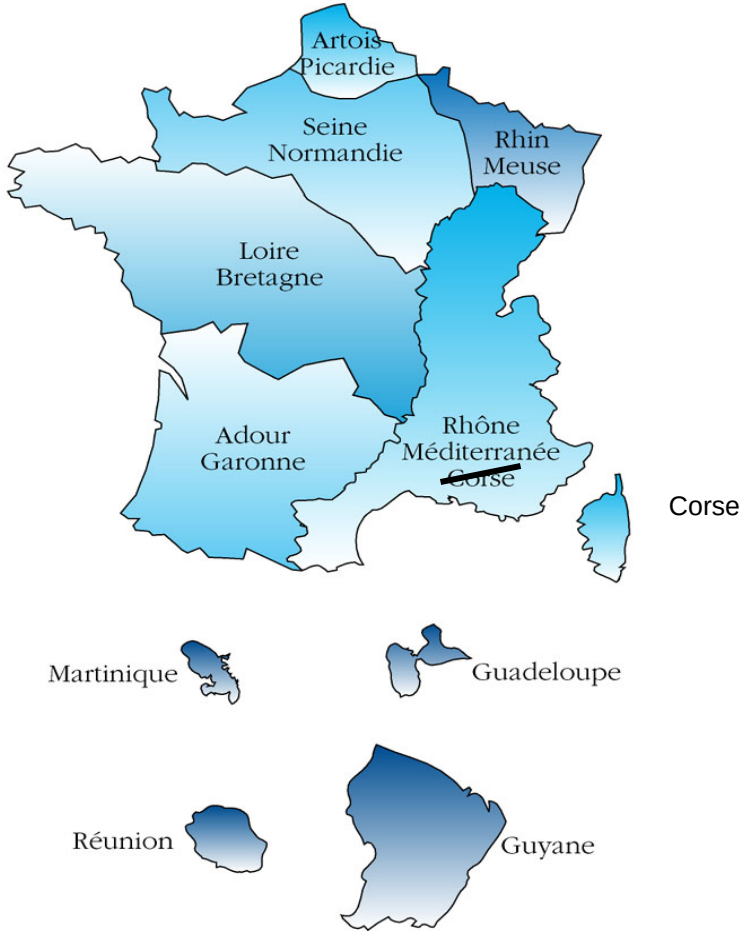
La loi sur l'eau de 1992

la relance de la planification de la gestion de l'eau (planification décentralisée)

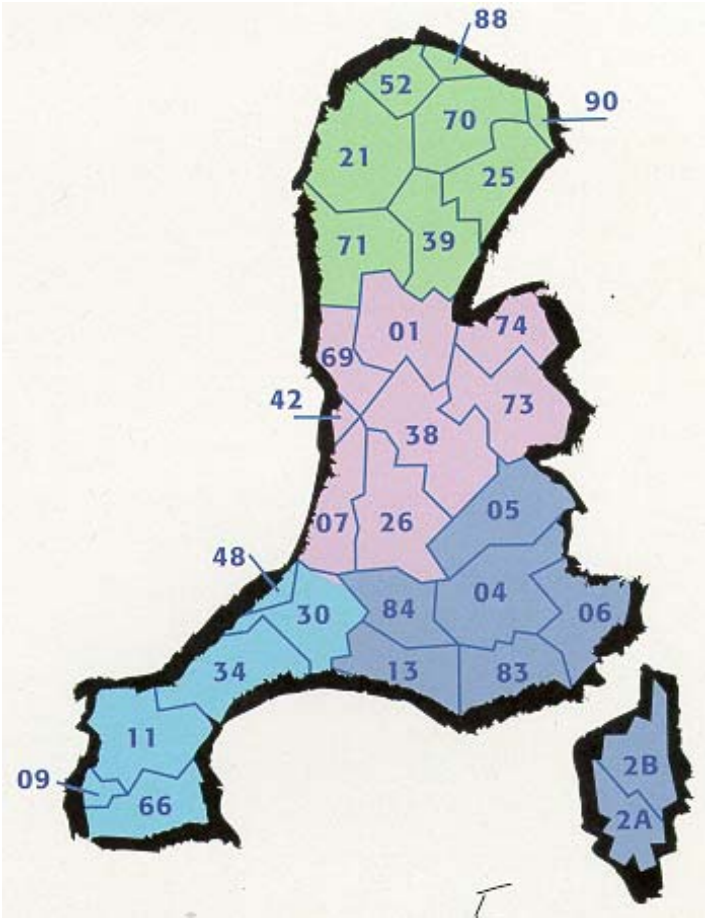
Fondamentalement, quelques principes sous-tendent le dispositif :

- **Un financement par l'usager (il existe des factures)**
- **Une affectation de la ressource financière à la politique de l'eau**
- **La définition et la mise en oeuvre de la politique par les payeurs**

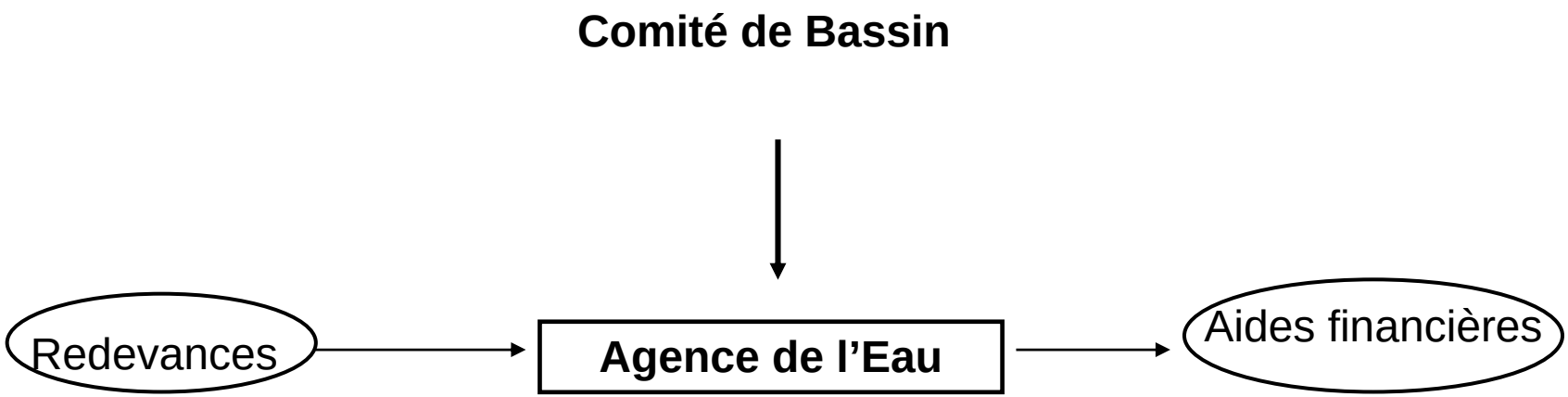
Les 11 bassins hydrographiques français



Le bassin Rhône-Méditerranée & Corse



Une organisation institutionnelle originale et décentralisée



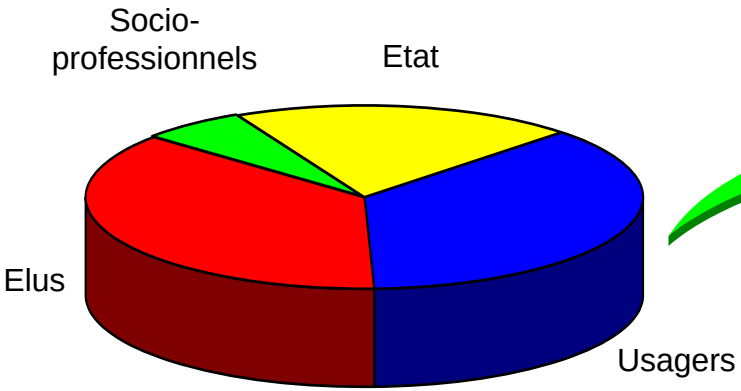
Les Organismes de Bassin (RM&C)

"Le Parlement de l'Eau"

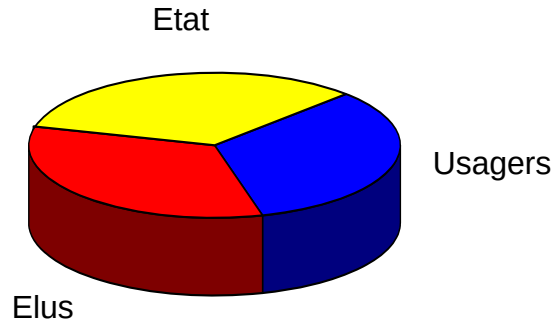
"L'exécutif"

LES COMITES DE BASSIN

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU

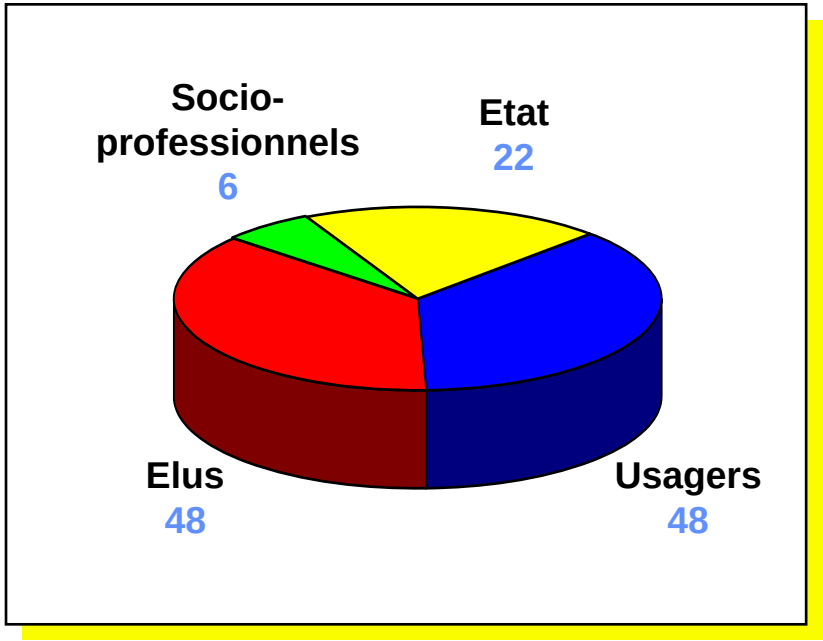


Election



Elit son président

Président nommé par 1° Ministre

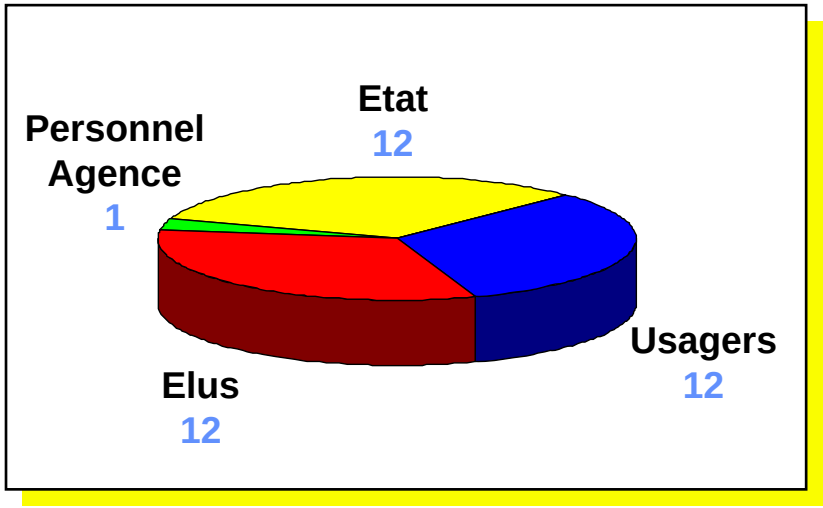


Elit son président

LE COMITE DE BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

composé de **124** membres

- **"Parlement de l'eau" à l'échelle du bassin**
  - → **consulté sur les programmes d'intervention de l'Agence de l'Eau**
  - → **vote les redevances**
  - → **suit l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin (loi sur l'eau de 1992)**



+ **le Président (nommé par l'État)**

avec voix consultative
- le directeur de l'Agence
- le commissaire du gouvernement
- le contrôleur financier
- l'agent comptable

Président nommé par le 1° Ministre

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE-MEDITERRANEE & CORSE

composé de **38** membres

- **Exécutif des Comités de Bassin**

→ **applique le programme d'intervention de l'Agence de l'Eau**

→ **vote les budgets annuels**

→ **décide des attributions financières**

Les Agences de l'Eau

Etablissements publics administratifs, dotés de l'autonomie financière

- Perception des redevances
- Financement de travaux dans le cadre de programmes d'intervention pluriannuels
- Aide à la recherche
- Information

Les Agences de l'Eau

- maîtres d'ouvrage
- aménageurs
- maîtres d'oeuvre
- organismes financiers et de conseil

DOMAINES D ’INTERVENTION DE L ’AGENCE

L’Agence de l’Eau intervient dans 3 domaines :

- la lutte contre la pollution de l’eau

. station d’épuration communale
. réseau d’assainissement
. installation de dépollution industrielle
. technologies propres.....

- l’amélioration des ressources en eau

. eau potable (protection, alimentation, économie, sécurisation)
. aspect quantitatif (barrage-réservoir).....

- la restauration et la mise en valeur des milieux aquatiques

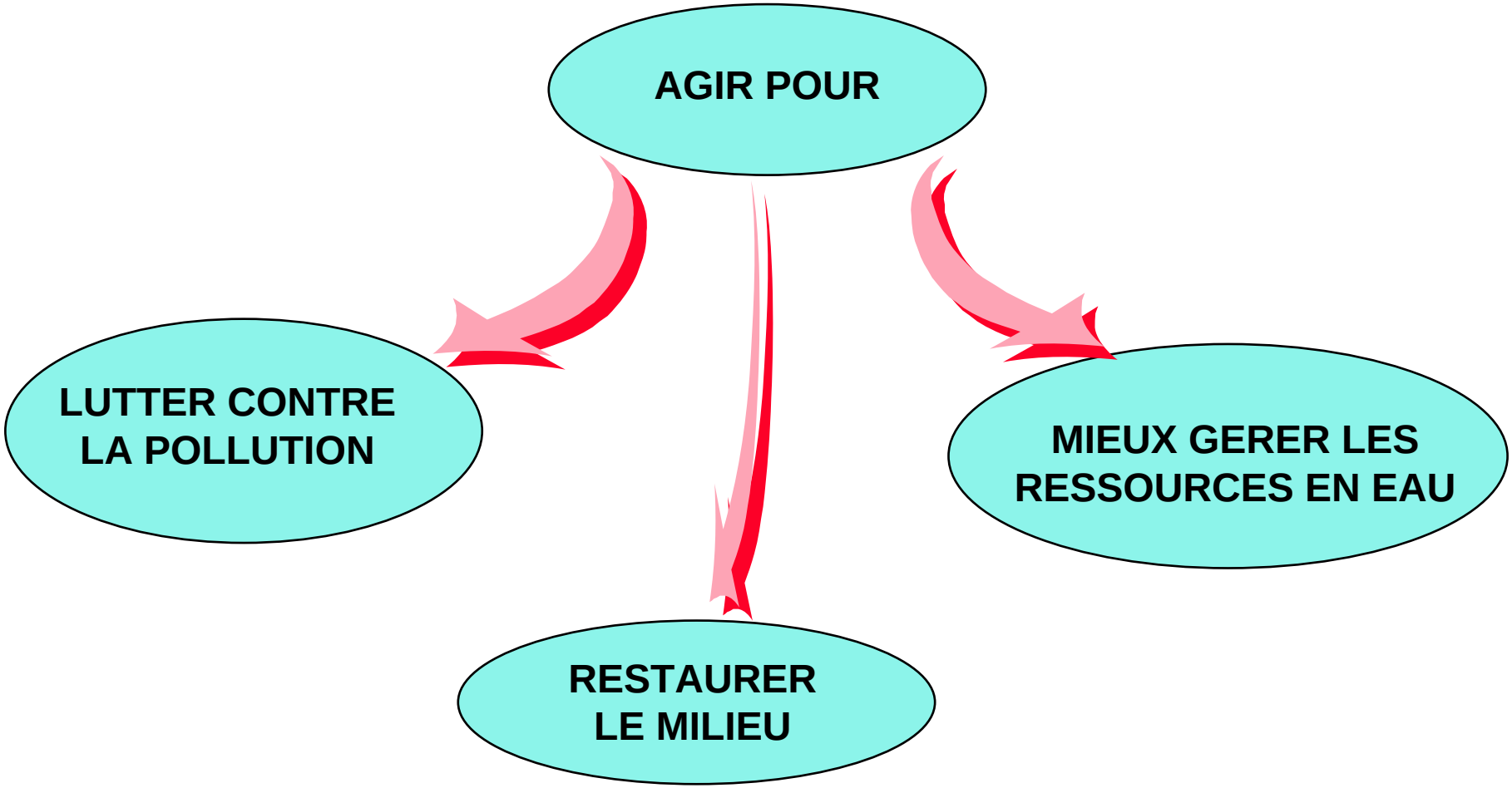
Les programmes d'intervention

Arrêtés pour des périodes de 5 ans par les conseils d'administration des agences de l'eau et approuvés par l'Etat

fixent la politique d'intervention des agences de l'eau

Sont financés par le produit des redevances (autonomie financière des agences de l'eau)

Les programmes d'intervention

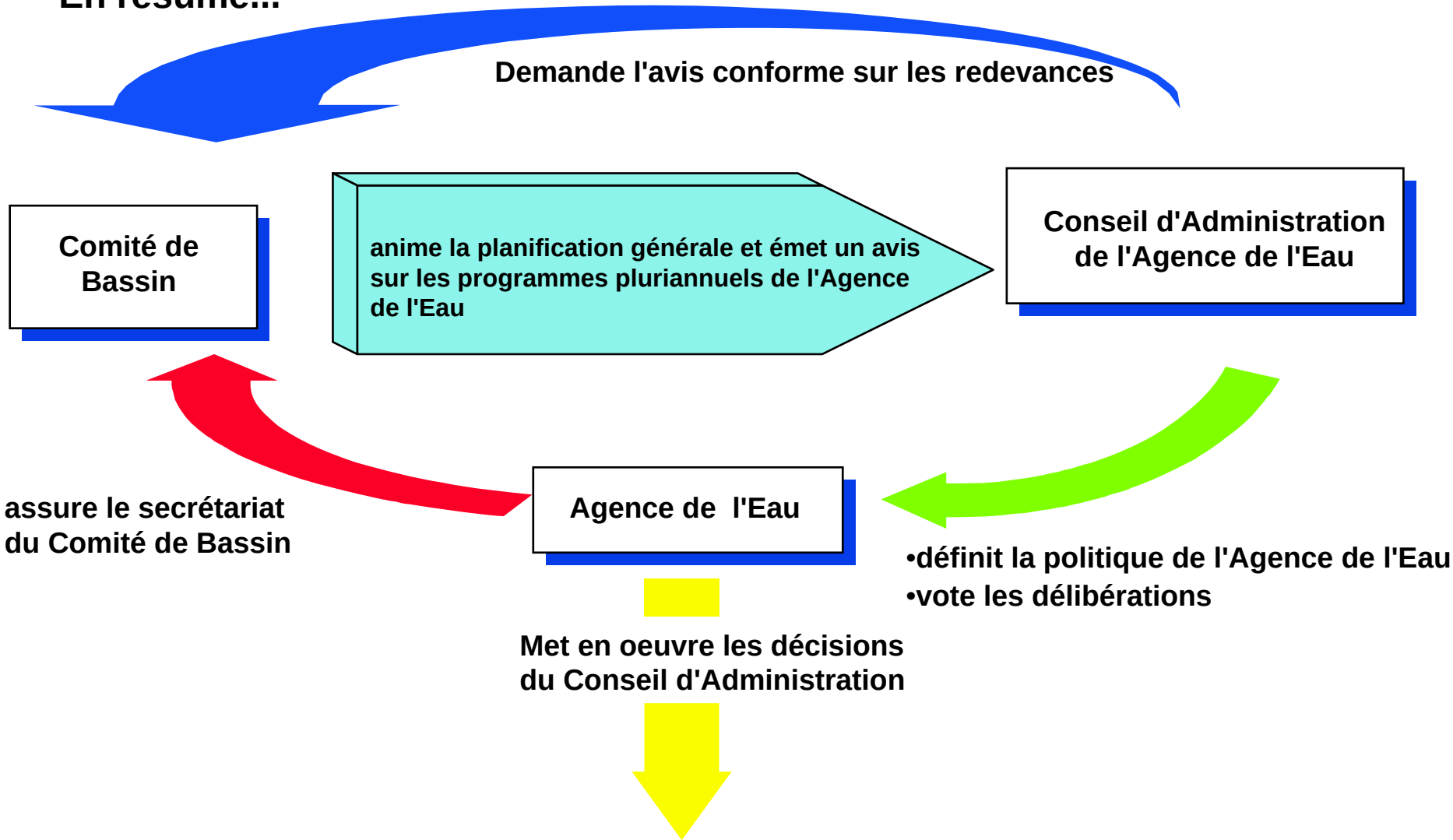


LE 9° PROGRAMME DE L'AGENCE RM&C (2007 – 2012)

Montant total : 3 100 millions euro (3 500 millions US $)

• Pollution domestique :	1 500 M€
• Pollution industrielle :	230 M€
• Agriculture :	70 M€
• Eau potable et ressources en eau :	460 M€
• Restauration :	300 M€
• Divers (143 M € → Etat)	540 M€

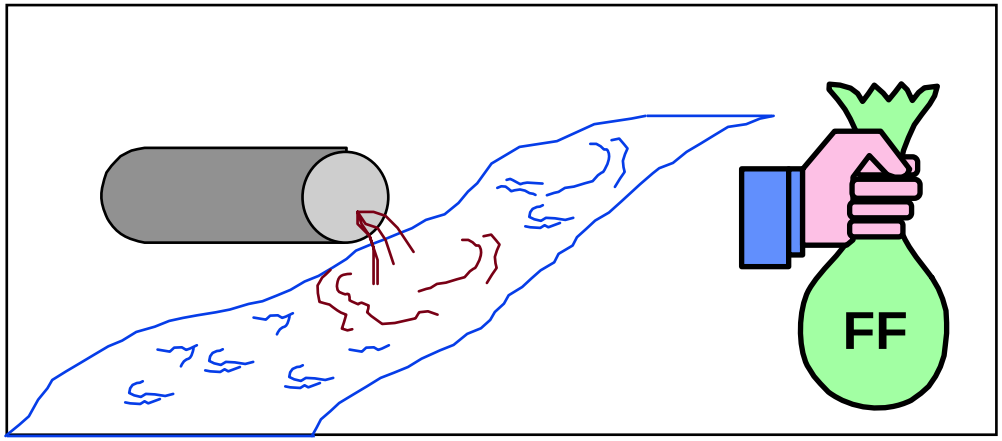
En résumé...


Demande l'avis conforme sur les redevances
Comité de Bassin
anime la planification générale et émet un avis sur les programmes pluriannuels de l'Agence de l'Eau
Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau
assure le secrétariat du Comité de Bassin
Agence de l'Eau
•définit la politique de l'Agence de l'Eau
•vote les délibérations
Met en oeuvre les décisions du Conseil d'Administration

Fondement théorique...

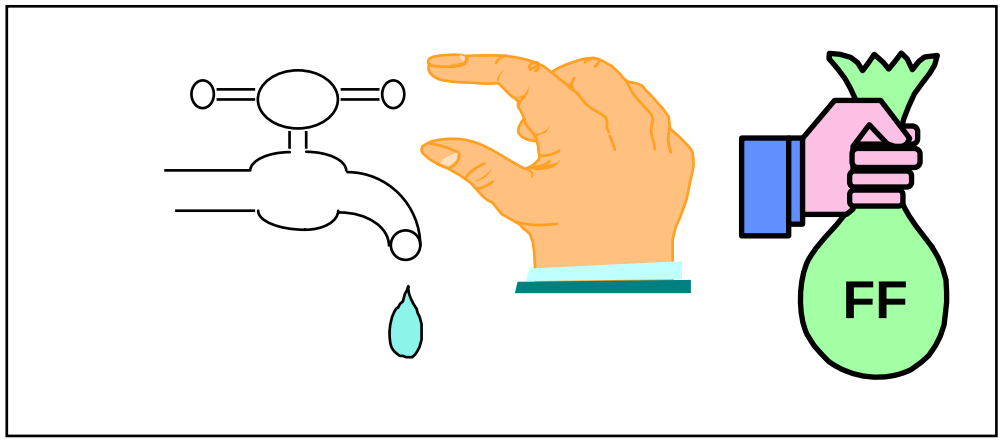
Le principe Pollueur-Payeur

qui pollue l'eau paie....



Le principe Usager-Payeur

qui prélève de l'eau paie....

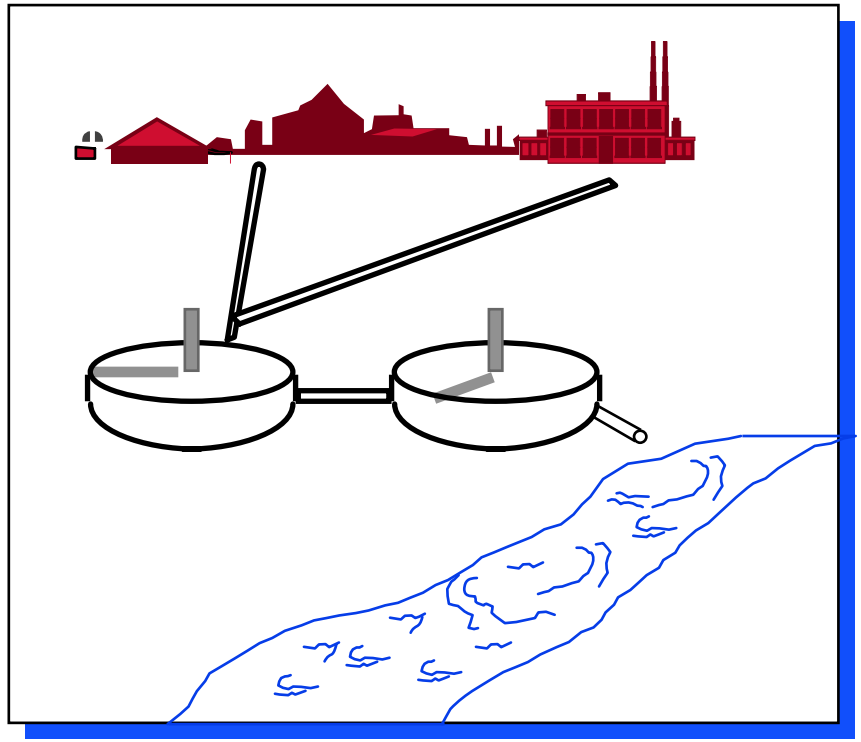


Lutter contre la pollution

l 'Agence apporte des aides financières pour :

- **Construire des stations d'épuration**
- **Développer et améliorer les réseaux d'assainissement**
- **Mettre en place des technologies propres**
- **Prévenir les pollutions accidentelles**
- **Traiter les déchets toxiques**
- **Faire des études et des recherches**

.....

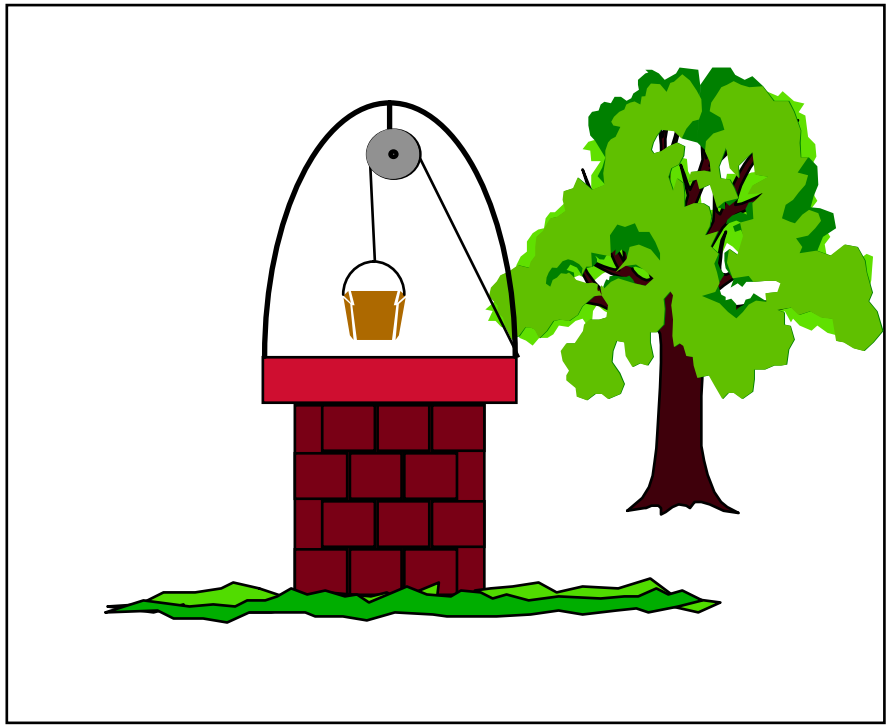


Mieux gérer les ressources en eau

l 'Agence apporte des aides financières pour :

- **Développer les ressources en eau (barrages, forages...)**
- **Faire des économies**
- **Protéger les ressources en eau**
- **Construire des ouvrages d'alimentation en eau potable**
- **Renforcer la sécurité de l'alimentation en eau**
- **Faire des études et des recherches**

.....



LA R.M.V.M.A.
(Restauration et Mise en Valeur des Milieux Aquatiques)

même si volet financièrement limité

- **complément indispensable aux deux autres volets d ’intervention**
- **logique de préservation du fonctionnement écologique des milieux**
- ***l’Agence apporte des aides financières pour :***
  - **études**
  - **travaux et mesures d ’accompagnement (+maîtrise foncière)**
  - **aide au fonctionnement des structures de gestion et d ’entretien**

un outil économique fondé sur des redevances

LES REDEVANCES

- **Pollution**
- **Prélèvement et régime des eaux**

- cadre général fixé au niveau national
- décidées par le Conseil d'Administration de chaque agence de l'eau et votées par le Comité de Bassin

- financement du programme d'intervention de l'agence de l'eau

- payées par les usagers économiques (industriels et agriculteurs) et domestiques

"Qui dépollue est aidé"

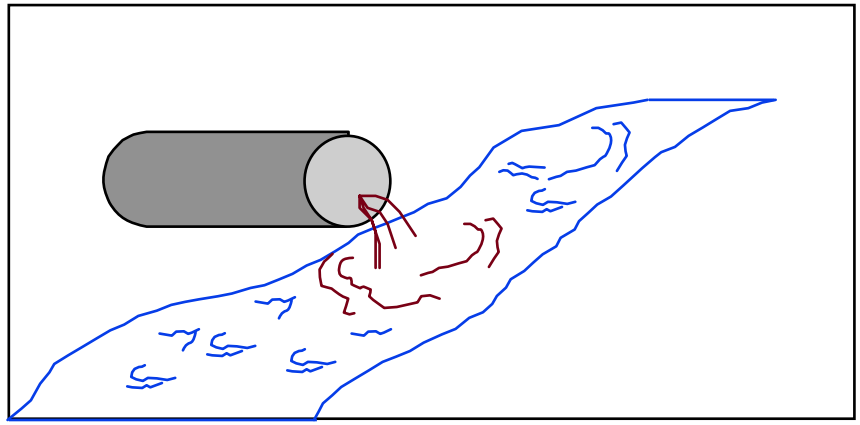
"qui gère mieux l'eau est aidé"

"qui pollue paie"

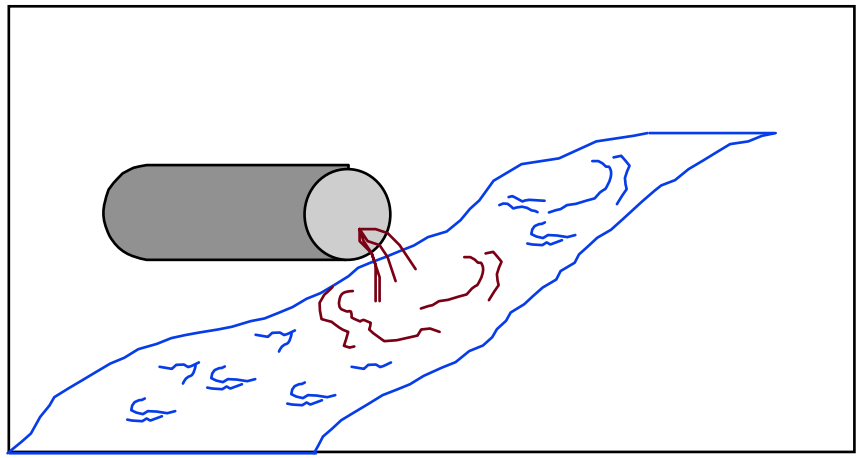
"qui prélève paie"

La redevance de pollution

Prise en compte des matières en suspension
des matières oxydables
des toxiques
des matières azotées
des matières phosphorées
des sels solubles



Modulation géographique de la redevance pour prendre en compte le degré de sensibilité des zones géographiques (coefficients de zones)



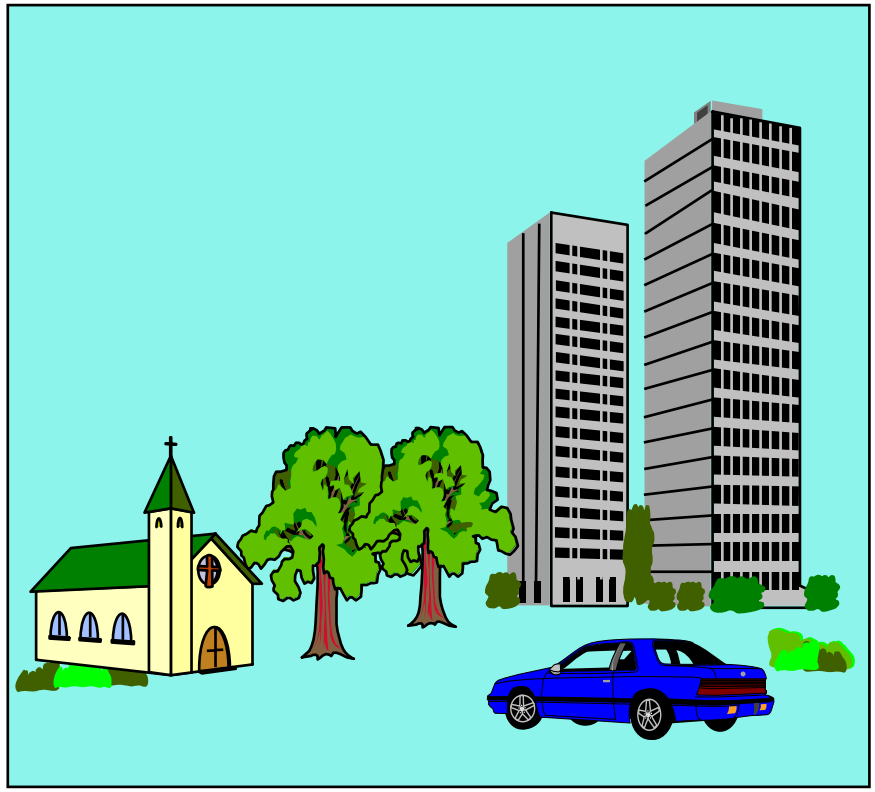
La redevance de pollution domestique

Déterminée en fonction de la population de la commune (population permanente, population saisonnière, coefficient d'agglomération)

Evaluation d'un taux moyen de pollution émis par habitant (l'équivalent-habitant)

Application d'un coefficient de collecte

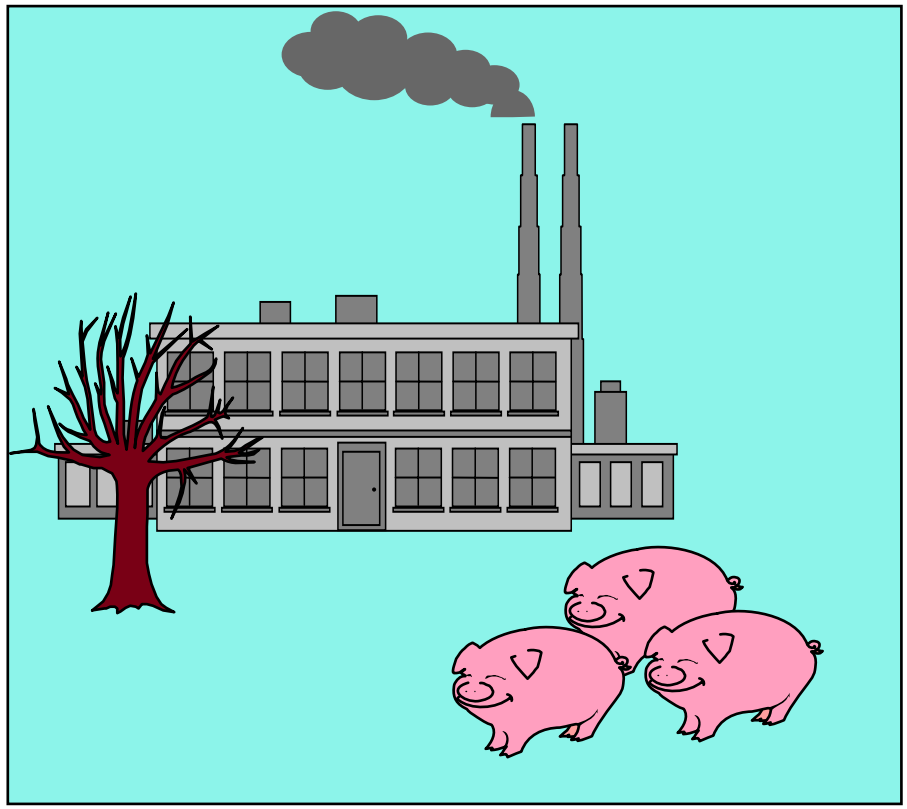
Paiement par l'intermédiaire d'une contre-valeur payée par les abonnés au réseau d'eau potable



La redevance de pollution industrielle ou assimilée

Basée sur la quantité de pollution déversée dans le milieu naturel (mesure ou estimation forfaitaire)

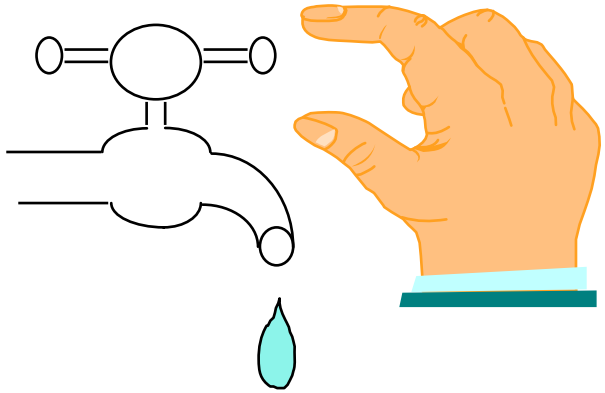
Paiement direct par le redevable à l'Agence de l'Eau



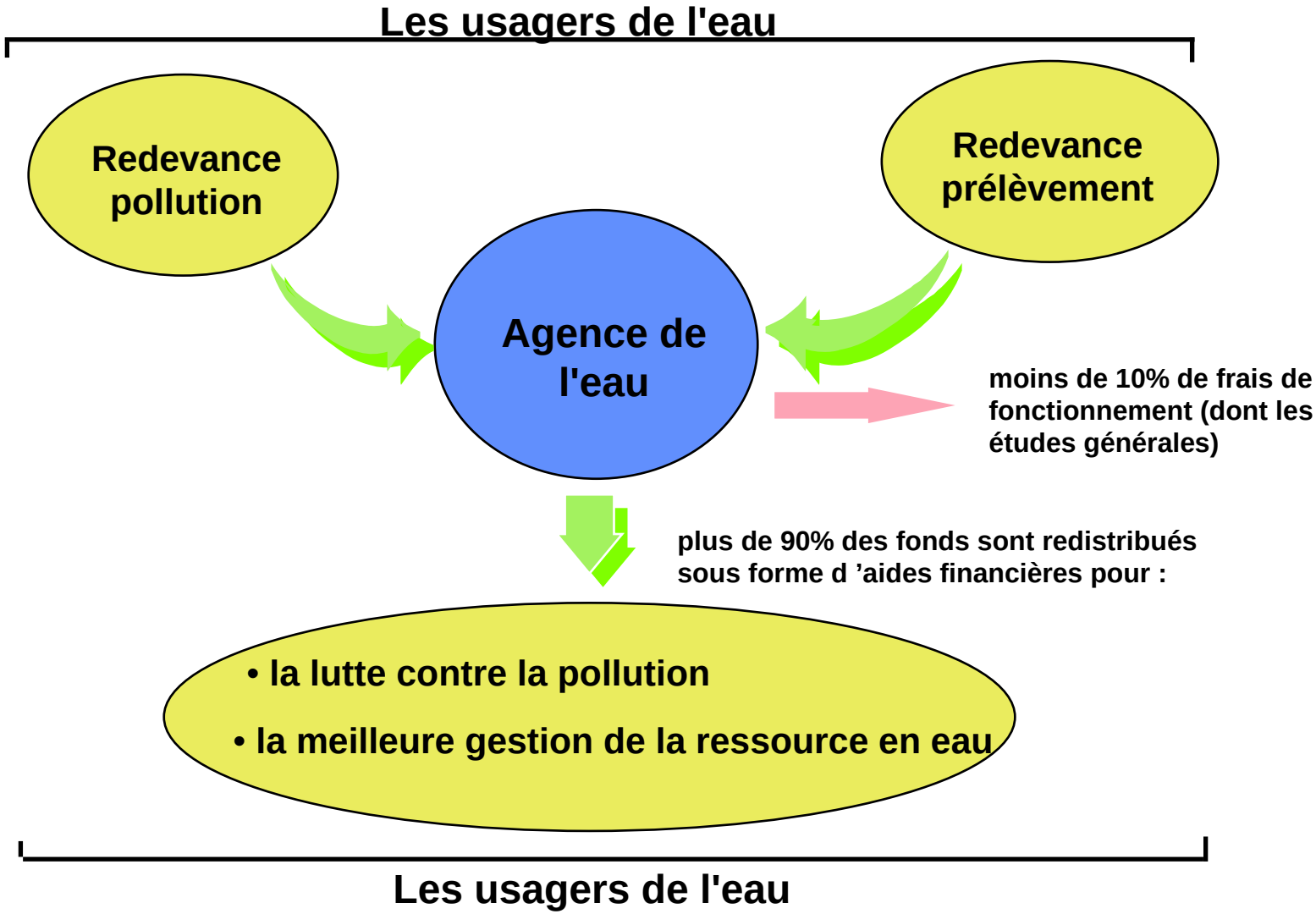
La redevance de prélèvement

Basée sur les volumes d'eau prélevés

Variable suivant les zones géographiques (coefficient de zones)



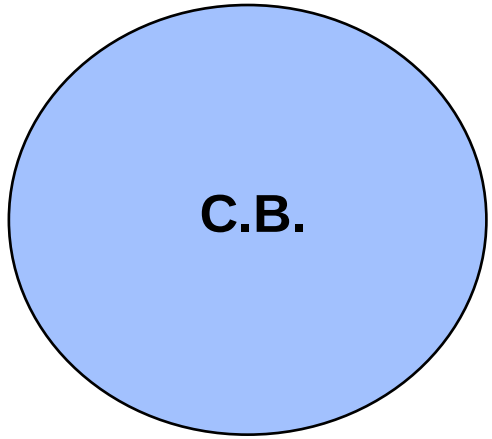
En résumé...


Les usagers de l'eau
Redevance pollution
Redevance prélèvement
Agence de l'eau
moins de 10% de frais de fonctionnement (dont les études générales)
plus de 90% des fonds sont redistribués sous forme d 'aides financières pour :
• la lutte contre la pollution
• la meilleure gestion de la ressource en eau
Les usagers de l'eau

En résumé...

Le SDAGE

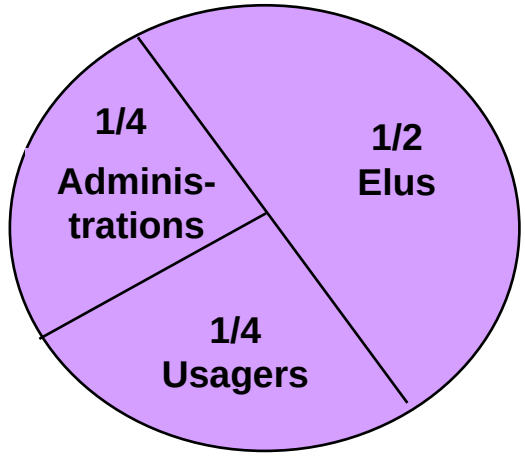
Elaboré par le Comité de Bassin à l'initiative du Préfet coordonnateur



Comité de Bassin

Les SAGE

Elaborés par des commissions locales de l'eau créés par le Préfet et présidées par un élu



Commissions locales de l'eau